

Jean-Marie MULLER

muller.roussier@libertysurf.fr

[www.jean-marie-muller.fr](http://www.jean-marie-muller.fr)

Le 10 avril 2013

À propos du crime nucléaire

« SI VOUS VOUS TAISEZ, LES PIERRES CRIERONT... »

*Post-scriptum à l'adresse des évêques de France*

« À un monde de violence et d'injustice, au monde de la bombe atomique, on ne saurait déjà plus rien opposer que la révolte des consciences, du plus grand nombre de consciences possible. »

Georges Bernanos

18 mars 1946

En novembre 2010, je vous ai écrit une « lettre ouverte » intitulée « L'urgence de délégitimer l'arme nucléaire »<sup>1</sup>. Dans cette adresse, je vous disais mon espérance de vous entendre affirmer haut et fort votre « *non possumus* » face à la préméditation du meurtre nucléaire qui est le ressort même de la dissuasion nucléaire mise en œuvre en notre nom par l'État français. Je vous confiais ma conviction que, dans ce monde enténébré, une prise de position de la Conférence des Évêques de France en faveur du désarmement nucléaire unilatéral de notre pays contribuerait grandement à entretenir la petite flamme fragile de l'espérance. Plusieurs d'entre vous ont bien voulu me répondre en me disant qu'ils acceptaient et comprenaient mon questionnement. Cependant, les mois et les années ont passé et il ne vous a pas semblé urgent de dénoncer la préparation du crime nucléaire dont nous sommes tous, en tant que citoyen(ne)s français, les complices si nous nous taisons. De nombreux amis m'interrogent : « Qu'en est-il de ta lettre aux évêques ? » Et ils s'étonnent de votre silence. J'avoue ne pas savoir que leur répondre... C'est pourquoi, je me permets aujourd'hui de suivre l'exemple de l'ami importun de l'Évangile en vous écrivant un *post-scriptum* à ma lettre.

D'emblée, je voudrais m'excuser de la longueur de ce texte qui risque fort d'apparaître rédhibitoire à nombre d'entre vous. Sur un sujet aussi lourd, je n'ai pas su faire plus court. J'ose compter sur votre indulgence et je vous en remercie à l'avance.

Tout récemment, l'un d'entre vous, qui s'est exprimé clairement en faveur du désarmement nucléaire unilatéral de la France, m'écrivait : « Je continue d'espérer que les évêques de France auront le courage de parler d'une seule voix sur ce thème ». Que ce soit un évêque qui la dise donne à cette parole toute sa signification et toute sa force. Pour ma part, si je crois pouvoir vous interpellé en toute franchise, je ne me sens nullement autorisé à venir vous donner des leçons de courage. Cependant je voudrais partager l'espérance de mon ami évêque... Pour autant, je lui ai avoué que j'avais des doutes et qu'il m'arrivait parfois d'être tenté par la désespérance... C'est alors, lui ai-je dit, que je me ressouviens de cette parole selon Luc : « S'ils se taisent, les pierres crieront... » Déjà, le prophète de l'Ancien Testament Hababuk (2,11) dénonçait ceux qui commettent pour leur cité des actes impies et il faisait écho aux cris de douleur des pierres : « Des murailles mêmes la pierre crie. »

Luc, pour sa part, raconte en ces termes l'entrée messianique de Jésus à Jérusalem. À sa demande, ses disciples sont allés chercher un ânon et, jetant sur lui leurs manteaux, ils y firent monter Jésus.

« Il approchait déjà de la descente du mont des Oliviers lorsque toute la multitude des disciples, tout joyeux, se mirent à louer Dieu à pleine voix pour tous les miracles qu'ils avaient vus. Ils disaient : « Béni soit celui qui vient, le roi, au nom du Seigneur ! Paix dans le ciel et gloire dans les lieux très hauts ! » Quelques pharisiens, du milieu de la foule, lui dirent : Maître, rabroue tes disciples ! Il répondit : « Je vous le dis, si eux se taisent, ce sont les pierres qui crieront ! »

« Quand, approchant, il vit la ville, il pleura sur elle en disant : « Ah ! si en ce jour toi aussi tu avais compris le message de paix ! Mais hélas ! il est demeuré caché à tes yeux ! Oui, des jours viendront sur toi où tes ennemis t'entoureront de palissades, t'encercleront et te presseront de toutes parts. Ils t'écraseront, toi et tes enfants au milieu de toi, et ils ne laisseront pas en toi pierre sur pierre, parce que tu n'as pas reconnu le temps où tu fus visitée. » ( Luc, 19, 35-44) Jésus annonce ainsi la prochaine destruction du Temple de Jérusalem par les soldats romains qui feront crier les pierres de douleur en les abattant.

Relatant cet événement, Matthieu (21, 5) et Jean (12, 15) font explicitement référence à la prophétie de Zacharie (21, 5) : « Réjouis-toi... Jérusalem. Ton Roi vient à toi, juste, victorieux, humble, monté sur un ânon. Il supprimera... chars... et chevaux... L'arc de guerre sera détruit. Il proclamera la paix... ». Ainsi, la paix que Jésus vient apporter au monde implique la destruction des armes de guerre. Selon Jean, alors qu'il annonçait à ses amis son prochain départ, Jésus leur a dit : « Je vous laisse la paix ; je vous donne ma paix ; je ne vous la donne pas comme le monde la donne. » (14, 27) La paix que Jésus a donnée aux hommes n'est pas fondée sur la violence des armes. Celle-ci s'avère incapable de résoudre humainement les inévitables conflits humains qui opposent les individus, les peuples, les nations et les États. La violence n'est pas la solution, elle est le problème.

« S'ils se taisent, les pierres crieront. » Commentant ces propos, Jean Vanier, le fondateur de l'Arche, écrit<sup>2</sup> : « Jésus défend la ferveur populaire des disciples par cette phrase énigmatique. En approchant de la ville, il se met à pleurer sur elle, car il sait que ce Royaume qui vient, Royaume de paix, ne sera pas reçu. (...) Ce n'est pas sur lui qu'il pleure mais sur cette ville qui bientôt, pour avoir préféré le chemin des violents au sien, va être totalement détruite par Rome : « les pierres crieront » »

Lors de son intervention télévisée du 28 mars 2013, François Hollande a déclaré : « Nous avons une arme nucléaire. On peut penser ce que l'on veut de cette arme nucléaire. Je sais qu'il y a un certain nombre de nos concitoyens qui y sont hostiles. » C'est certainement la première fois qu'un Président de la République reconnaît explicitement que des citoyen(ne)s français sont hostiles à l'arme nucléaire de la France. Dans un premier temps, on peut considérer que, quelque part, cette déclaration vaut reconnaissance. Jusqu'à présent, le langage politiquement correct faisait valoir qu'il existait un véritable « consensus » par lequel tous les Français adhéraient au dogme de la dissuasion nucléaire. Nous pouvons être sûrs désormais qu'il n'en est rien. Au demeurant, il ne pouvait s'agir que d'un consensus par défaut, dans la mesure où les Français n'ont jamais été consultés. Désormais, ce sujet ne saurait plus être « tabou » (du polynésien *tapu*, « interdit, sacré »). François Hollande ne suggère pas que ces Français seraient des « pacifistes » irresponsables. Il semble reconnaître la légitimité de leur pensée : « *On peut penser*, affirme-t-il, (c'est moi qui souligne) ce que l'on veut de cette arme nucléaire... »

Et le Président de la République dialogue avec ses concitoyen(ne)s contestataires : « Moi, je leur dis : « C'est notre protection, c'est notre garantie. Il faut la conserver et même la moderniser. » C'est alors que, dans un second temps, on est tenté de prendre à revers la déclaration présidentielle. Rien n'est moins sûr en effet que l'on puisse « penser ce que l'on veut » de l'arme nucléaire de la France... Les citoyen(ne)s qui lui sont hostiles n'envisagent pas que l'on puisse penser que cette arme soit moralement acceptable... Il faut ici se ressouvenir de la résolution de l'Assemblée Générale de l'ONU du 24 novembre 1961 qui affirme que tout État qui emploie des armes nucléaires « doit être considéré comme commettant un crime contre l'Humanité et la civilisation. » Pour sa part, le Concile Vatican II déclare : « Tout acte de guerre qui tend indistinctement à la destruction de villes entières ou de vastes régions avec leurs habitants est un crime contre Dieu et contre l'homme lui-même, qui doit être condamné fermement et sans hésitation. » Dès lors que la possibilité du crime nucléaire est légitimée, plus aucune éthique publique n'est possible.

Dans une conférence donnée le 1<sup>er</sup> juillet 2011, l'archevêque Francis Chullikatt, observateur permanent du Saint-Siège à l'ONU (New York), a renouvelé fondamentalement la pensée de l'Église sur la dissuasion nucléaire. Sur cette question, le prélat énonce des propos catégoriques : « *La menace aussi bien que l'emploi des armes nucléaires est interdite par la loi. Il*

*est illégal de menacer d'une attaque si l'attaque elle-même serait illégale. L'illégalité de la menace et de l'emploi des armes nucléaires remet sérieusement en question la légalité de posséder des armes nucléaires* (c'est moi qui souligne). (...) En conformité avec le principe de bonne foi, il ne peut pas être légal de continuer à posséder indéfiniment des armes dont l'emploi et la menace sont illégaux. » Ces affirmations sont décisives. C'est la première fois, me semble-t-il, qu'un haut responsable du Vatican parle aussi clairement : non seulement la menace de l'emploi est interdite dès lors que l'emploi est interdit, mais surtout la légalité - et donc la légitimité - de la possession de ces armes doit être remise en question. *La dissuasion nucléaire se trouve délégitimée dans son principe. C'est s'égarer de vouloir penser que l'arme nucléaire est une arme légitime de défense : elle est une arme criminelle de terreur, de destruction, de dévastation et d'anéantissement.*

Dans le même mouvement, les opposants à l'arme nucléaire n'envisagent non plus que l'on puisse penser que cette arme soit « notre protection ». En réalité, l'arme nucléaire ne nous protège d'aucune menace, surtout pas de la menace « terroriste ». L'affirmation selon laquelle l'emploi des armes nucléaires serait un crime contre l'humanité et la civilisation est certes un jugement éthique. Mais cette affirmation ne doit pas être considérée seulement comme un principe moral qui soulignerait l'intention criminelle d'un tel acte ; elle doit être comprise aussi et surtout comme la condamnation d'un crime qui aurait des conséquences irréparables pour l'humanité et la civilisation. Le crime nucléaire est constitué essentiellement par le meurtre de millions d'innocents, par la dévastation de territoires entiers, par des atteintes définitives portées à l'environnement. La réalité la plus tragique du crime n'est pas l'immoralité du criminel, mais le malheur des victimes.

Au-delà de l'im-moralité intrinsèque de l'acte nucléaire, celui-ci est marqué par une in-faisabilité substantielle. Il est remarquable que nos responsables politiques feignent d'envisager avec sérénité de recourir à l'arme nucléaire. Ils ne prennent pas en considération quelles seraient les conséquences tragiques de ces frappes nucléaires pour l'humanité et pour la terre entière. Non, l'arme nucléaire n'est pas une protection, elle est une menace. Il n'existe l'évidence aucun scénario dans lequel le chef d'État français pourrait recourir à l'arme nucléaire pour protéger notre société. Inutilisable en temps de crise, l'arme nucléaire est inutile en temps de paix. À ceux qui pourraient être tentés de demander : « Si nous renonçons l'arme nucléaire, par quoi la remplaçons-nous ? », il convient de répondre : « On ne remplace pas une menace, on la supprime ».

Enfin, comment penser que le coût de la dissuasion nucléaire soit acceptable, tout particulièrement au regard de la crise financière que notre société traverse ? Lors de son intervention télévisée, François Hollande a annoncé qu'aucune réduction ne serait faite dans les dépenses militaires. Ainsi, les milliards consacrés au maintien et à la modernisation de l'arme nucléaire française – il s'agit de quelque 4 milliards par an - continueront de peser gravement sur l'équilibre du budget de la France. Là encore, le désarmement nucléaire de la France apparaît comme une exigence impérative de la justice.

Face à cette situation inacceptable, la grande tentation des « experts » conscients du danger de l'arme nucléaire est de s'en tenir à émettre le vœu d'un désarmement mondial. Certes, il faut vouloir le désarmement nucléaire total, mais ne demander *que* lui, n'est-ce pas encore s'accommoder des armements nationaux ? Barack Obama, dans son discours prononcé à Prague le 6 avril 2009, aussitôt après avoir « affirmé clairement et avec conviction l'engagement de l'Amérique à rechercher la paix et la sécurité dans un monde sans armes nucléaires », a pris soin de préciser : « Ne vous méprenez pas : tant que ces armes existeront, nous conserverons un arsenal sûr et efficace pour dissuader tout adversaire. » Pareil raisonnement s'enferme dans un cercle vicieux : car, enfin, les armes n'existeront-elles pas tant que les États-Unis ne renonceront pas à en posséder ?

Il ne faut donc pas nous méprendre : dès lors que tous les Chefs d'État nucléaires ne cessent de clamer leur détermination à conserver et à moderniser leurs armes nucléaires – comme vient précisément de le faire le Président de la République française -, il est illusoire d'espérer dans un avenir prévisible la signature d'une Convention internationale sur l'élimination mondiale des armes nucléaires. Ne nous y trompons pas : l'utopie, ce n'est pas le désarmement unilatéral, l'utopie, c'est le désarmement mondial. Ne vouloir *que* le désarmement nucléaire total ne risque rien, n'engage à rien et n'aboutira à rien dans un avenir proche. Souhaiter le désarmement mondial n'est en définitive qu'un prétexte pour refuser le désarmement unilatéral. Cela fait des décennies que les États nucléaires se sont engagés, en signant le Traité de Non-Prolifération, à négocier de bonne foi un désarmement nucléaire complet (article VI du TNP), mais ils n'en ont rien fait et ils sont déterminés à ne rien en faire. Ce faisant - ou, plus exactement, ce ne faisant pas... - ils favorisent la prolifération dont les dangers s'amoncellent sur l'humanité. Comment pourraient-ils interdire à l'Iran, à la Corée du Nord et, demain, à d'autres pays, de posséder l'arme nucléaire, alors qu'eux-mêmes s'enorgueillissent de la posséder ? Il est indécent que les puissances nucléaires jouissent de la possession de l'arme nucléaire tout en exigeant des autres nations qu'elles « fassent vœu d'ascétisme nucléaire », selon l'expression du philosophe Gunther Anders.

Pour l'heure, donc, nous ne pouvons rien attendre des décideurs politiques pour qu'ils agissent en faveur du désarmement nucléaire. C'est aux citoyen(ne)s de chaque pays nucléaire de prendre le pouvoir afin de contraindre démocratiquement les chefs d'État.

C'est pourquoi, vous le comprendrez, j'ose renouveler auprès de vous l'interpellation de ma lettre de novembre 2010 vous demandant d'avoir l'audace évangélique de dire que la préméditation du crime nucléaire que nourrit en notre nom l'État français n'est ni moralement acceptable, ni politiquement recevable, ni stratégiquement convenable, ni économiquement supportable.

Peut-être me direz-vous qu'il s'agit là de questions temporelles et que votre mission est spirituelle. Certes. Mais évêques français, vous êtes également citoyens français, et comment pourriez-vous délaissier les questions temporelles qui mettent en jeu le sort de notre commune

humanité ? Le grand Charles Péguy n'a-t-il pas souligné le lien indéfectible qui unit le spirituel et le temporel ? L'Église, affirmait-il, elle aussi, doit faire les frais d'une « révolution temporelle ». « Tel est éternellement, temporellement, le mystérieux assujettissement de l'éternel au temporel. Telle est proprement l'inscription de l'éternel même dans le temporel. (...) *Il faut faire les frais temporels*. C'est-à-dire que nul, fut-ce l'Église, fut-ce n'importe quelle puissance spirituelle, ne s'en tirera à moins d'une révolution temporelle. » Au demeurant, je pense que vous en serez d'accord...

Évêques, vous avez l'honneur et la grandeur d'être au nombre des « clercs » dont Julien Benda disait que leur mission était de défendre face à l'État les valeurs spirituelles, et donc immuables, universelles et désintéressées, les valeurs transcendantes de la justice, de la vérité et de la raison. Dans son avant-propos à son livre *La trahison des clercs*, Benda raconte que Léon Tolstoï étant officier et voyant, lors d'une marche, un de ses collègues frapper un homme qui s'écartait du rang, il l'apostrophe en ces termes : « N'êtes-vous pas honteux de traiter ainsi un de vos semblables ? Vous n'avez donc pas lu l'Évangile ? » À quoi l'autre lui répond : « Vous n'avez donc pas lu les règlements militaires ? » S'appuyant sur cet événement qui n'est pas une simple anecdote, Benda affirme que la plupart des clercs écoutés en France invite les hommes à se moquer de l'Évangile et à lire les règlements militaires.

Convenez que la préméditation du crime nucléaire est diablement contraire à l'Évangile bien qu'elle figure dans les règlements militaires de l'État français. Aujourd'hui comme hier, vous avez la responsabilité, et elle est formidable, de choisir : inviter les hommes à se moquer du règlement militaire lequel justifie l'arme nucléaire ou à lire l'Évangile lequel demande aux hommes de remettre leur épée au fourreau. Comment pourriez-vous vous dérober à ce choix : désobéir à l'arme nucléaire ou désobéir à l'Évangile ? Désobéir à César, ou désobéir aux lois de l'humanité et aux exigences de la conscience publique. Désobéir à la raison d'État ou désobéir à la simple raison humaine. Car point n'est besoin de croire au ciel, pour nourrir la conviction que la préméditation du crime nucléaire nie et renie les valeurs d'humanité qui fondent la civilisation. C'est toute l'aventure humaine qui se trouve hypothéquée. Écoutons Jean Lurçat « Hiroshima, Nagasaki... L'homme d'Hiroshima a été brûlé, dépouillé, vidé par la bombe... Mais avec lui, ce sont toutes nos raisons de vivre qui ont été saccagées... (...) La bombe n'épargne aucune idéologie, aucun système... Elle anéantit toutes les pensées de l'homme, tout le patrimoine culturel commun... » *Justifier l'arme nucléaire, c'est parler contre l'Esprit*.

À entendre ou à lire les propos du plus grand nombre d'entre vous qui vous êtes exprimés sur cette question de l'arme nucléaire, il semble que vous ne soyez prêts qu'à souhaiter un désarmement mondial sans exiger un désarmement unilatéral. Une telle position est certes confortable. C'est l'exemple même d'une position « tiède » qui refuse de prendre parti. Elle est une position d'évitement. Une échappatoire. Car elle permet de feindre de ne pas dire oui au désarmement nucléaire unilatéral de la France et surtout de ne pas lui dire non. Cette position n'est pas tenable de votre part : ne faut-il pas que votre non soit non et que votre oui soit oui ? Qui

n'est pas contre l'arme nucléaire est pour l'arme nucléaire. Si vous restiez dans l'expectative, pendant tout le temps d'attente de lendemains improbables qui chanteront le désarmement mondial, pendant cette « éternité » – au sens du Petit Robert : « un temps fort long » - vous resteriez complices de la menace du meurtre nucléaire qui s'exerce en votre nom, comme au nom de tous les citoyen(ne)s français. Au risque que, finalement, le feu nucléaire embrase le monde.

Vous l'avez certainement remarqué, le 19 mars dernier, dans l'homélie de sa messe d'intronisation, le nouvel évêque de Rome, François, revient à six reprises sur l'exigence de « respecter la création ». Or, la Grande Menace qui pèse sur la création n'est-elle pas celle de l'arme nucléaire ? Par cette Menace, c'est toute la création qui se trouve profanée. Surtout, François a demandé « à tous ceux qui occupent des rôles de responsabilité » et « à tous les hommes de bonne volonté » de ne pas « permettre que des signes de destruction et de mort accompagnent la marche de notre monde ». Or, la préméditation du meurtre nucléaire à laquelle consent la majorité silencieuse des pays nucléaires n'est-elle pas le principal signe de destruction et de mort qui accompagne la marche de notre monde ? Comment pourriez-vous magnifier le caractère sacré de toute vie humaine après vous être accommodés de la préméditation du meurtre nucléaire ?

Si vous vous taisez, un jour ou l'autre, la foudre nucléaire viendra frapper notre monde et ne laissera pas pierre sur pierre dans nos cités. C'est alors que les pierres de nos maisons crieront de douleur.

Dans une lettre à son ami Thomas More, Érasme écrit que « Le paradoxe de notre Église aujourd'hui est un paradoxe à la limite de la désespérance ». « L'institution ecclésiale, précise-t-il, peine à assumer le message dont elle est en charge. C'est pour cela que je parle de désespérance. Mais comme dit Jésus : « Si eux (les disciples, l'Église donc) se taisent, les pierres crieront » Le temps est sans doute venu, Thomas, des pierres qui crient. »

Quel sens peut avoir l'espérance de l'Évangile si elle est annoncée dans l'ombre de la menace criminelle de l'arme nucléaire ? Je crains fort que, si vous vous taisez, vienne bientôt le temps des pierres qui crieront leur désespérance.

Je compte sur votre bienveillance en vous demandant de me pardonner le caractère quelque peu abrupt de mes propos. J'ai conscience de prendre le risque que d'aucuns parmi vous me reprochent mon intolérance. J'assume ce risque et par avance j'assume ce reproche. Car j'ai la conviction que l'arme nucléaire est intolérable. C'est par obligation de conscience que j'ai osé écrire ce que je vous ai écrit. Peut-être pourrais-je ajouter que je l'ai écrit aussi avec l'énergie de la désespérance, en voulant, malgré tout, ne pas y céder. Oserais-je vous avouer que j'ai le sentiment que tout cela me dépasse infiniment ?...

Pour en terminer, je voudrais vous offrir cette réflexion du merveilleux Jean Lurçat :

« Il faut que les gens le sachent... C'est seulement lorsque les hommes auront eu la sagesse de libérer la terre de la Bombe qu'il sera possible de célébrer la vie : *Ce Chant du Monde*

8

ne sera plausible, possible, le monde n'osera aborder le Chant, □ que lorsque la Grande Menace de cette immense, immonde pustule de la Bombe, □ sera, d'un commun accord, arrachée de la chair des hommes. »

Je rêve qu'un jour prochain, ensemble avec tous les hommes de bonne volonté, nous puissions chanter le Chant du Monde.

Je vous assure de mes sentiments les plus cordiaux.

Jean-Marie MULLER